

the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty.

At the same time, they reserve to the Government of Her Britannic Majesty the power of announcing at any time the separate denunciation of the Convention by one or several of the following Colonies or possessions, in the manner provided for by Article XX of the Convention, namely :—

India, the Dominion of Canada, Newfoundland, the Cape, Natal, New South Wales, Victoria, Queensland, Tasmania, South Australia, Western Australia, and New Zealand.

2. With respect to the classification of the countries of the Union having regard to their contributory part to the expenses of the International Bureau (No. 5 of the final Protocol) :

The Plenipotentiaries declare that their respective countries should be ranked in the following classes, namely :—

Germany in the first class.
Belgium in the third class.
Spain in the second class.
France in the first class.
Great Britain in the first class.
Haïti in the fifth class.
Italy in the first class.
Switzerland in the third class.
Tunis in the sixth class.

The Plenipotentiary of the Republic of Liberia states that the powers which he has received from his Government authorize him to sign the Convention, but that he has not received instructions as to the class in which his country proposes to place itself with respect to the contribution to the expenses of the International Bureau. He therefore reserves that question to be determined by his Government, who will make known their intention on the exchange of ratifications.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present *procès-verbal*.

Done at Berne the 9th day of September, 1886.

	(Signed)	
For Great Britain	..	F. O. ADAMS. J. H. G. BERGNE.
For Germany	..	OTTO VON BÜLOW.
For Belgium..	..	MAURICE DELFOSSE.
For Spain ..	..	ALMINA. VILLA-AMIL.
For France ..	..	EMMANUEL ARAGO.
For Haïti ..	..	LOUIS JOSEPH JANVIER.
For Italy ..	..	E. DI BECCARIA.
For Liberia ..	..	KENTZER.
For Switzerland	..	DROZ. L. RUCHONNET. A. D'ORELLI.
For Tunis ..	..	L. RENAULT.

Inclosure 5 in No. 13.

Declaration of Mr. Winchester, United States' Minister.

Extrait du Procès-verbal de la Séance du 6 Septembre, 1886.

M. le Président et MM. les Délégués,

PAR une note Circulaire du Conseil Fédéral Suisse, le Gouvernement des États-Unis a été invité, de même que les autres Puissances représentées à la Conférence Littéraire qui a eu lieu dans cette ville en Septembre 1885, à munir un Délégué des instructions et des pouvoirs nécessaires pour assister à la présente Conférence, et pour signer, au nom de son pays, la Convention Internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, dont le texte a été rédigé *ad referendum* par la Conférence de l'année dernière.

Cette fois encore, le Gouvernement des États-Unis ne croit pas devoir se faire repré-

senter par un Délégué Plénipotentiaire ; il se voit forcé de renoncer à participer, comme Signataire, à la Convention Internationale qui est résultée des délibérations du 1885, et à contribuer ainsi, pour ce qui le concerne, à la transformation de ce projet de Convention en un instrument diplomatique. Toutefois, afin de témoigner de sa sympathie pour le principe de la protection internationale des œuvres littéraires et artistiques, le Gouvernement des États-Unis désire, avec l'agrément de la Conférence, être représenté au sein de cette dernière, et il m'a fait l'honneur de me déléguer à cet effet.

Ma présence sera néanmoins subordonnée à la condition que l'on reconnaîtra et admettra pleinement ma qualité de Délégué sans pleins pouvoirs, ainsi que la faculté pour les États-Unis, qui ne deviendront pas actuellement Partie Contractante de la Convention projetée, d'accéder ultérieurement à cette dernière en vertu des dispositions de l'Article XVIII, d'après lequel : "les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention, et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette Convention, seront admis à y accéder sur leur demande."

Bien qu'empêché de prendre part à la Convention à titre de Signataire, mon Gouvernement désire que, pour cela, on ne le considère nullement comme opposé à la mesure dont il s'agit ; il tient, au contraire, à réserver intacte sa faculté d'accéder ultérieurement à la Convention, s'il lui paraît opportun de le faire. Et pour le cas où la question se poserait de savoir si la participation des États-Unis à la Conférence, dans les limites restreintes que je viens d'indiquer, suffit pour exclure ce pays du nombre de ceux "qui n'ont point pris part" à la Convention, et pour lui ôter, par conséquent, la faculté d'accéder ultérieurement à cette dernière, il peut être utile d'insister sur le fait que mon Gouvernement n'entend prendre aucune part au résultat de la Conférence, soit pour l'acceptation, soit pour le rejet du texte proposé. L'attitude des États-Unis est celle d'une réserve expectante.

La Constitution de ce pays énumère, parmi les attributions expressément réservées au Congrès, celle de "favoriser le progrès de la science et des arts utiles, en assurant aux auteurs et inventeurs, pour un terme limité, un droit exclusif sur leurs œuvres et découvertes respectives," ce qui implique que l'initiative des mesures à prendre et la fixation des limites à observer en ces matières, dépendent plutôt de l'autorité législative que du Pouvoir Exécutif. Les droits d'auteur et les brevets sont placés sur le même pied par la législation Fédérale, et le Pouvoir Exécutif ne peut pas perdre de vue que les questions relatives à la propriété littéraire continuent à être pendantes devant le Pouvoir Législatif, ni méconnaître le droit Constitutionnel appartenant à ce dernier, de conclure des Traités Internationaux sur cette matière importante.

La question de la protection internationale des droits d'auteur a une grande importance pour les États-Unis. En effet, combien de nations pourraient y prendre plus d'intérêt que cette agglomération de 60,000,000 d'hommes, qui se distingue par un mouvement intellectuel actif et éclairé ? C'est pourquoi, sans vouloir porter atteinte à la prérogative constitutionnelle du Congrès, qui consiste à élaborer la législation sur les droits d'auteur, et à déterminer les droits des étrangers et des nationaux, qui sont également du ressort de sa juridiction, le Pouvoir Exécutif exprime avec empressement son plein accord avec les principes énoncés dans la Convention projetée. Il espère aussi que le temps n'est plus éloigné où le droit de propriété sur les créations de l'esprit pourra être assuré en tout lieu, et cela de façon à satisfaire également aux exigences de l'auteur et au droit que possède tout le monde de tirer profit de la diffusion des idées.

L'homme dont le cerveau crée a droit à une légitime et entière rémunération, c'est là un principe qui repose sur un sentiment naturel d'équité. La propriété littéraire a été, jusqu'à un certain point, reconnue dans tous les temps et est garantie aujourd'hui par la législation intérieure de presque tous les États. Ce droit doit être reconnu et garanti sans distinction de nationalité et sans égard aux frontières politiques.

Grâce aux efforts persévérants du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui avec tant de succès a pris l'initiative de ce mouvement, et aux travaux patients et intelligents des Conférences qu'il a réunies dans cette ville, la protection des œuvres de littérature et d'art, retardée sans raison pendant si longtemps, est désormais assurée au moyen d'une Convention Internationale uniforme, efficace et complète. C'est là un résultat dont nous félicitons le Gouvernement Fédéral et qui lui fait le plus grand honneur.

(Translation.)

Extract from the Procès-verbal at the Sitting of the 6th September, 1886.

Mr. President and Delegates,

THROUGH a Circular note of the Swiss Federal Council, the Government of the United States has been invited, in concert with the other Powers represented in the Copy-

right Conference held here in September 1885, to instruct and empower a Delegate to attend this Conference, and to sign, on behalf of the United States, the International Convention for the general protection of literary and artistic property, which was drafted *ad referendum* by the Conference of last year.

The Government of the United States again finds it impracticable to depute a Plenipotentiary Delegate, and is constrained to withhold its formal participation as a Signatory in the International Convention, which resulted from the deliberations of 1885, and thus transform that Convention into a full diplomatic engagement. To exhibit its benevolence, however, towards the principle involved, the Government of the United States desires, with the pleasure of this Conference, to be represented here, and has conferred upon me the honour to attend this Conference as a Delegate, provided that my attendance is fully recognized and admitted to be without Plenipotentiary powers, but under the limitation and reservation that the United States not being a party to the proposed Convention, reserves their privilege of future accession under provisions of Article XVIII thereof, which declares that "Countries which have not joined in the present Convention, and which by their municipal laws assure legal protection to the rights whereof this Convention treats, shall be admitted to accede thereto on their request to that effect."

Whilst not prepared to join in the proposed Convention as a full Signatory, the United States does not thereby wish to be understood as opposing the measure in any way, but on the contrary, desires to reserve without prejudice the privilege of future accession to the Convention, should it become expedient and practicable to do so. Should any question exist that the representation of the United States in this Conference, even under specific and recognized limitation, is such a participation as would suffice to exclude them from the category of the "countries that have not joined" in that instrument, and thereby to exclude them also from the privilege of future accession, should they desire to avail themselves of it, I desire to emphasize the fact, that the course of the United States is in nowise intended or to be construed as a participation in the result either by acceptance or rejection. The position and attitude of the United States is one of expectancy and reserve.

The Constitution of the United States enumerates among the powers especially reserved to Congress, that "to promote the progress of science and the useful arts by securing for limited terms to authors and inventors the exclusive right to their respective writings and discoveries," which implies that the origination and limitation of measures to those ends rests with the Legislative rather than the Treaty-making Power. Copyright like patents is on the same footing of regulation by Federal legislation, and the Executive branch of the Government cannot be unmindful of the continued pendency of its consideration by the Legislative Department, or disregard the Constitutional right of that Department to conclude International Treaties on this important subject.

The question of international copyright is one of great interest to the United States. In fact, few other countries can lay claim to greater concern than that naturally felt by a people distinguished for enlightened, extensive and growing intellectual life, and whilst not infringing upon the constitutional prerogative of Congress to initiate and conclude copyright legislation, likewise to define the rights of aliens and citizens within its jurisdiction, the Executive in its first annual Message to Congress, inviting its attention to the Conference of last September, said: "Action is certainly desirable to effect the object in view;" and the Secretary of State for Foreign Affairs, in his official despatches relating to this Conference, freely expresses his concurrence with the principle sought to be enunciated by the proposed Convention, and conveys the hope that the time is not distant when the rights of property in the creation of the mind may be universally secured under conditions favourable alike to the author and to the world's right to share in the diffusion of ideas.

The brain that creates is entitled to and should receive its just and full compensation; this is a sentiment having its origin in the natural sense of honesty. Literary property has been to some extent recognized in all ages, and is to-day guaranteed in almost every State by domestic legislation. This recognition and guarantee should be without distinction of nationality and without regard to political frontiers.

It is a matter of congratulation and redounds much to the credit of the Swiss Government, through whose active efforts the movement was successfully inaugurated and supplemented by the patient and intelligent labours of the several Conferences held here at her invitation, that a just and permanent settlement once for all of the grave question of the protection of works of literature and art, so long and unjustly denied, is promised by means of a uniform, efficacious, and complete International Convention.

No. 14.

*The Earl of Iddesleigh to Sir F. Adams.*Sir, *Foreign Office, September 30, 1886.*

I HAVE received your despatch of the 10th instant, signed by yourself and Mr. Bergne, reporting your proceedings as British Delegates to the Third International Copyright Conference which met at Berne on the 6th instant, and in which you inclose the British signed copies of the International Copyright Convention, Additional Article, Final Protocol, and Procès-verbal of Signature, which were signed on the 9th instant.

I have referred that despatch to the Board of Trade, and I have now to acquaint you that the proceedings of the British Delegates, as reported therein, are approved by Her Majesty's Government.

I have to add that I have addressed a similar communication to Mr. Bergne.

I am, &c.
(Signed) IDDESLEIGH.

URTHER CORRESPONDENCE respecting the Formation
of an International Copyright Union.

[In continuation of "Switzerland No. 2 (1886)":
C.—4856.]

*Presented to both Houses of Parliament by Com-
mand of Her Majesty. September 1886.*
